

Peut-on soutenir les chrétiens d'orient et rester politiquement correct

Article rédigé par Roland Hureaux, le 08 mars 2016

Il est d'usage dans les milieux catholiques de France de compatir au sort des chrétiens d'Orient, de demander de l'argent, de prier pour eux. Certains ont été massacrés, beaucoup ont été contraints de s'exiler, probablement sans retour. Outre la bien connue Œuvre d'Orient, de nombreuses associations, dont l'Aide à l'Église en détresse ou encore la toute nouvelle SOS Chrétiens d'Orient, animée par des jeunes, se dévouent à leur service, sans pour autant exclure les autres victimes des conflits du Proche-Orient. Témoin de cette compassion, Georges Pontier, président de la Conférence des évêques de France : " *Le drame vécu depuis trop longtemps par les populations du Moyen-Orient, des chrétiens particulièrement, nous affecte plus spécialement depuis plus d'un an*" (8/09/2015).

Il est bien connu par ailleurs que le haut-clergé français ou celui d'Europe que fédère le Conseil de conférences épiscopales d'Europe affichent leur soutien à la construction européenne : le même Georges Pontier, de pair avec plusieurs de ses confrères déclarait au moment de la crise grecque : « *L'inquiétude est vive chez les citoyens grecs autant que dans les autres pays membres. Face à cette situation, l'Église catholique tient à réaffirmer son soutien à la poursuite du processus de construction européenne* » (7/07/2015). Des personnalités éminentes, tels les cardinaux Tauran ou Kasper ne manquent pas d'afficher le même soutien, même si le Saint-Siège, particulièrement au temps de Jean-Paul II[1], s'est montré bien plus prudent sur ce chapitre. Bien que les attitudes de l'Eglise vis à vis de l'OTAN soient plus mesurées, on n'a jamais entendu dire que l'alignement des Européens sur Washington (inscrite dans le traité de Maastricht, article J4) ait été ouvertement critiqué.

Qui est responsable des souffrances des chrétiens d'Orient ?

Qui ne voit combien ces prises de positions sont contradictoires avec le soutien aux chrétiens d'Orient ? Il ne suffit pas en effet de leur apporter un soutien par des prières ou des dons, il faut chercher à comprendre ce qui est la cause de leurs souffrances. Or la réponse ne fait aucun doute. Les États-Unis portent certes la responsabilité la plus lourde, par le désordre qu'ils ont mis en Irak à la suite de leur intervention de 2003 (même Donald Trump le reconnaît), par leur volonté de renverser le régime d'Assad et d'appuyer toutes les révoltes arabes, dont l'issue s'est avérée chaque fois calamiteuse, et surtout par une alliance historique rarement mise en défaut avec les forces les plus rétrogrades de l'islam, celles-là même qui persécutent les chrétiens. Cette alliance est ancienne, elle remonte au moins au pacte passé le 14 février 1945 sur le croiseur Quincy entre Roosevelt et le roi d'Arabie Ibn Séoud lequel était décidé à répandre le wahhabisme (islam rigoriste) à travers le monde. Elle ne s'est jamais démentie depuis sauf dans l'émoi qui a suivi le 11 septembre, mais qui a abouti à faire la guerre à un État qui précisément était un obstacle à l'islamisme, l'Irak de Saddam Hussein.

Le fait nouveau est que l'Union européenne et ses principaux États membres, au premier chef la France, l'Angleterre et l'Allemagne, ont épousé totalement cette politique depuis 2010 au point de faire de la surenchère. Le résultat est que les trois pays cités ont fourni des armes et de l'entraînement militaire à ceux qui exterminaient les chrétiens d'Orient, principalement les rebelles islamistes en Irak et en Syrie. Cette politique n'a jamais rencontré le moindre obstacle du côté de l'Europe institutionnelle : Commission, Parlement, bien au contraire. Les réfugiés qui affluent de Syrie sont non seulement victimes de la guerre

mais aussi dans une situation économique catastrophique. Une des raisons de cette situation est l'embargo décrété par l'Union européenne dès le 10 mai 2011 qui vise en théorie le gouvernement syrien et, de fait, la population syrienne dans son ensemble. L'horreur est dépassée quand on sait que cet embargo, encore renforcé le 6 mars 2015, a pour conséquence d'interdire tout acheminement de médicaments pourtant si nécessaires aux blessés et aux enfants qui souffrent de la guerre. On n'a pas entendu dire qu'aucun des éminences qui s'émeuvent du sort des chrétiens d'Orient aient élevé la voix pour demander la levée de ces sanctions.

Au passif de l'Union européenne, comment ne pas mettre les lâches complaisances vis à vis de la Turquie, candidate officielle à une adhésion que Bruxelles soutient ardemment, inondée de subventions et pourtant le principal boute-feu du Proche-Orient et de l'Europe ? Boute-feu à la fois par son aide à *Daesh* (de la manière la plus efficace puisque elle permet le transit de milliers de volontaires qui vont rejoindre ses rangs, et qu'il suffirait d'arrêter pour arrêter la guerre) et par l'envoi délibéré de centaines milliers de réfugiés vers l'Europe ?

La seule puissance qui aide militairement les chrétiens d'Orient en combattant ceux qui les exterminent est aujourd'hui la Russie. Jean-Luc Mélenchon est un des rares hommes politiques français à le reconnaître et ainsi, de facto, un des rares vrais soutiens des chrétiens d'Orient ! Pourtant l'Europe institutionnelle a, au cours des dernières années, multiplié les signes d'hostilité à l'égard de la Russie allant jusqu'à lui imposer, à elle aussi, des sanctions : un homme aussi pondéré que l'ancien chancelier Helmut Schmidt, social-démocrate et protestant, soulignait peu avant sa mort combien était historiquement absurde le dessein de la Commission européenne de vouloir, avec les encouragements en sous-main des États-Unis, pousser les limites de l'Union - et par là de l'OTAN - jusqu'à l'Ukraine[2]. Il n'hésitait pas à dire que l'incompétence et la mégalomanie des commissaires faisait courir le risque d'une nouvelle guerre mondiale. C'est le même alignement qui a conduit à alimenter la guerre au Proche-Orient et à mettre les chrétiens victimes de l'islamisme dans le camp ennemi de l'Europe officielle, celui que soutient la Russie. En rencontrant le patriarche de Moscou Cyrille à La Havane, le pape François a montré qu'il ne faisait pas siens ces antagonismes, mais il s'en faut de beaucoup que toutes ses ouailles en aient tiré les conséquences. De fait l'Europe est aujourd'hui dans le camp opposé aux chrétiens d'Orient. Un évêque français[3] est allé jusqu'au bout de cette logique en attaquant publiquement le patriarche melkite catholique de Syrie pour son soutien au régime d'Assad, lui suggérant même de manifester plus de compréhension envers les islamistes, une déclaration que l'on peut juger assez honteuse quand on sait ce que souffrent au quotidien, de la part de ces islamistes, les évêques, prêtres et fidèles du patriarche : enlèvements, massacres, exil. Le prélat en cause ne faisait que s'aligner sur les positions de l'OTAN qui sont aujourd'hui, en ce début du XXI^e siècle, l'aune du politiquement correct international. Le silence de ses confrères signifiait-il la gêne ou l'acquiescement ? On aurait aimé le savoir.

Une logique intrinsèque au projet européen

Toutefois l'action de l'Europe au Proche-Orient ne résulte pas seulement de la tutelle de fait qu'exercent les États-Unis sur ses gouvernements ; elle découle de manière intrinsèque de la logique européenne elle-même. Faute d'un intérêt commun clair, les institutions de l'Union européenne ont défini leur politique étrangère en fonction de grands principes : extension d'un certain modèle démocratique, des droits de l'homme etc. Prétentions largement mensongères quand elles conduisent ces institutions à qualifier en Ukraine de dictature un régime issu du suffrage universel et de démocratique son renversement à la suite d'un coup d'État (c'est le mot qu'emploie Valéry Giscard d'Estaing pour qualifier les fameux événements de la place Maidan de février 2014). Dès lors que la politique d'un État ou d'un ensemble d'États est conduite par des idées universelles, elle les fonde à s'étendre sans limites dans le monde et les prédispose à habiller ainsi une forme ou une autre d'impérialisme. C'est cela qui est au fondement des ingérences européennes, prétendues humanitaires, dont on a vu le caractère désastreux en Yougoslavie: 20 000 civils victimes de la guerre de 1999 et en Lybie : pas moins de 160 000 civils morts lors de l'intervention occidentale de 2011[4]. Il faut le savoir : quand des pays du Tiers monde essuient aujourd'hui, de la part des instances européennes ou d'autres, des critiques un peu insistantes en matière de démocratie et de droits de l'homme, il entendent des bruits de botte qui laissent présager une intervention militaire et des milliers de victimes.

Certains diront que l'entreprise européenne était fondamentalement bonne mais qu'elle est aujourd'hui affectée de dérives fâcheuses mais passagères et que les choses devraient rentrer dans l'ordre. C'est oublier que l'assujettissement à l'OTAN était dès le départ, dès la constitution de la CECA, au principe de la construction européenne: c'était en tous les cas ainsi que le voyait un Jean Monnet, dont la proximité avec les milieux américains n'est plus à démontrer et dont le pieux Robert Schumann ne fut jamais que le prête nom. Encore cet assujettissement pouvait-il se justifier au temps où la guerre froide était dans sa phase la plus aiguë. Beaucoup moins nécessaire maintenant que le communisme s'est effondré en Europe, elle n'en est pas moins plus étroite que jamais et conduit à cautionner, voire à participer directement à des politiques criminelles entraînant des guerres terriblement cruelles pour les peuples concernés, et spécialement pour les chrétiens d'Orient. La rancœur de ces derniers vis à vis de l'Europe en général et de la France en particulier est bien connue de tous ceux qui tentent de rattraper ces immenses lâchetés en allant à leur rencontre.

N'hésitons pas à le dire : les grands pays occidentaux, la plupart des Européens et les institutions européennes de Bruxelles avec eux se sont déshonorés dans leur action au Proche-Orient au cours des dernières années. Pour aider sérieusement les chrétiens d'Orient, les Européens de l'Ouest doivent recouvrer leur liberté, ce qui ne se fera pas dans le cadre institutionnel actuel. Loin de connaître une dérive, l'Union européenne telle qu'elle se construit depuis un demi-siècle a révélé sa nature d'entreprise idéologique et par là potentiellement criminelle. Il est politiquement incorrect de regarder la vérité en face. Tous ceux qui, voulant rester du côté de la bien-pensance, se taisent sur ces sujets sensibles tout en se prétendent solidaires de leurs frères d'Orient, font preuve d'une grave inconséquence.

Roland HUREAUX

[1] De même les évêques de Pologne ont pris récemment leurs distances vis à vis des institutions européennes.

[2] *Bild*, 16 mai 2015

[3] *Radio Notre-Dame*, 11 septembre 2013

[4] Chiffre donné par la Croix rouge